CLIMAT | **POLITIQUE CLIMATIQUE** | ENQUÊTE
Publié le 06 décembre 2022 12:05. Modifié le 06 décembre 2022 12:10.

Comment Albert Rösti et l'UDC sapent la parole des scientifiques

par Sarah Sermondadaz

Albert Rösti et l'UDC ont-ils une dent contre les scientifiques – ou contre les sciences du climat? En public, il s'en défend: «Il est faux de dire que nous sommes climatosceptiques», affirmait-il par exemple en 2019. Mais en privé, selon les informations de *Heidi.news*, il n'hésite pas à attaquer la parole de scientifiques du climat.

Pourquoi on en parle. Albert Rösti, ex-président de l'UDC, a longtemps présidé le lobby pétrolier Swissoil avant de prendre les commandes d'auto-suisse, deux faîtières qui défendent les intérêts des énergies fossiles. Il est désormais pressenti pour accéder au Conseil fédéral le 7 décembre. A cette occasion seront élus les successeurs de Ueli Maurer, actuellement en charge des finances, et de Simonetta Sommaruga, au Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

Sur la forme, la position sur le climat du parti de la droite conservatrice, qui avait mené – et gagné – le référendum contre la loi sur le CO2 en 2021, a évolué au fil des ans. Mais le fond a-t-il vraiment changé?

En 2009, l'UDC se montrait ouvertement climatosceptique. Dans une prise de position – désormais introuvable sur le site de l'UDC mais que nous avons pu nous procurer, on pouvait lire que le climat sur Terre avait «toujours changé» et que les températures contemporaines ne représentaient «pas un phénomène nouveau». Le texte allait jusqu'à avancer que, pour les experts du Giec, la «complexité du système climatique» rendait «impossible la compréhension de l'évolution future du climat» et que la «certitude dans le fait que les changements climatiques puissent être attribués à l'influence humaine» était «limitée».

Ce qui n'a pas manqué de faire bondir Thomas Stocker, professeur de physique du climat à l'Université de Berne, qui a justement été co-président du Giec. Et pour cause: le quatrième rapport du Giec, paru en 2007, affirmait très clairement que les activités humaines depuis 1750 étaient responsables du réchauffement.

> «Nous avions même reçu, cette même année, le prix Nobel de la paix, ce qui montre à quel point la science était solide», défend le professeur.

Le parti conservateur a depuis mis de l'eau dans son vin: en 2020, il publiait une nouvelle prise de position qui reconnaissait l'existence d'une contribution humaine au changement climatique, tout en minimisant les responsabilités de la Suisse. Le texte arguait que les émissions de CO2 territoriales du pays ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport à celles de l'Inde ou de la Chine – sans rapporter ces émissions au nombre d'habitants, ni même tenir compte des émissions importées, produites ailleurs dans le monde pour des biens et services consommées en Suisse.

Il y a peu, Albert Rösti affirmait à la RTS «partager le but de sortir des énergies fossiles». Mais l'UDC a-t-elle vraiment changé?

> «En dix ans, l'UDC est revenue sur sa position de déni vis-à-vis du climat, mais politiquement, rien n'a vraiment changé, réagit Thomas Stocker. N'oublions pas que l'UDC, en tant que groupe parlementaire, a participé aux débats démocratiques sur la nouvelle loi sur le CO2. Ce qui ne l'a pas empêché, il y a quelques semaines, d'en appeler – une fois de plus – au référendum…»

Lire aussi: La Suisse accepte une loi sur le climat, l'UDC riposte avec un référendum

Prises de bec à huis clos. Aux yeux de l'UDC, la science est-elle une opinion politique comme les autres, que l'on peut tenter d'influencer par tous les moyens possibles? Deux scientifiques ont rapporté à *Heidi.news* des événements où le candidat UDC au Conseil fédéral aurait tenté de décrédibiliser la parole des scientifiques.

A l'occasion d'un échange entre parlementaires et scientifiques à l'automne 2021, Albert Rösti aurait déclaré, pendant la présentation d'un panel d'universitaires spécialisés, «que les scientifiques du climat n'ont aucune légitimité à s'exprimer dans un débat

démocratique, puisque la population aurait voté définitivement contre la science en rejetant la loi sur le CO2», selon Julia Steinberger, professeure à l'Unil et experte pour le Giec, qui était présente.

> «D'abord, il nous a expliqué qu'il n'était plus climatosceptique, et ensuite, il a affirmé que nous, les scientifiques, exagérions certainement la sévérité des impacts – ce qui est en fait du climatoscepticisme», se souvient-elle.

Contactés, d'autres scientifiques et parlementaires également présents n'ont pas souhaité faire de commentaire. Certains nous ont expliqué que l'une des conditions explicites pour participer à l'évènement était de ne pas raconter à l'extérieur ce qui s'y était dit. *Heidi.news* a pris contact avec Albert Rösti pour un commentaire. Au moment de la publication de cet article, il ne nous avait pas répondu.

Ce qui motive cette indiscrétion aujourd'hui, c'est aussi que le politicien lui-même aurait brisé en 2019 les mêmes conditions de confidentialité. Thomas Stocker se souvient: «Nous avions convenu d'un échange privé pour parler de sciences climatiques, et nous étions mis d'accord sur son caractère confidentiel. Ce qui ne l'a pas empêché, quelques jours plus tard, d'aller raconter au *Matin Dimanche* que l'on s'était parlé, et que je ne "devais pas me mêler de politique" puisqu'il ne se mêle pas de sciences.»

Une accusation dont le scientifique se défend:

> «Je suis bien le dernier à vouloir être prescriptif ou à me mêler de politique: le rôle du Giec est de fournir des conseils aux décideurs, et absolument pas de leur dire quoi décider. Or, quelque chose a changé depuis que la Suisse a ratifié l'accord de Paris. Ce n'est pas une déclaration politique que de faire le constat qu'il faut sortir des énergies fossiles pour tenir les engagements!»

Les nouveaux habits du déni climatique. «Parler de climatoscepticisme serait encore trop général», analyse Martine Rebetez, professeure de climatologie à l'Université de Neuchâtel et à l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL). La scientifique identifie trois grandes phases dans l'évolution des discours:

> – «La première, c'était de dire qu'il est faux que le climat se réchauffe.
> – La deuxième, c'était d'admettre un réchauffement, mais en affirmant que les activités humaines n'en sont pas responsables.
> – La troisième enfin, à laquelle on assiste majoritairement aujourd'hui, c'est de prétendre être d'accord avec la réalité scientifique tout en affirmant systématiquement qu'il ne faut rien faire ou qu'il faut agir différemment, c'est le "oui, mais" face à toute proposition concrète qui pourrait toucher aux intérêts pétroliers.»

Selon elle, c'est exactement ce que fait Albert Rösti lorsqu'il affirme que pour développer

les mobilités électriques, il faut doubler les capacités de production d'électricité. «La transition vers le solaire et la mobilité électrique doivent bien évidemment évoluer en parallèle, et c'est lui-même et son parti qui ont retardé, pendant des années, le développement des énergies renouvelables… ».

Un lobby à part. Dans une lettre ouverte, Dominique Bourg et d'autres universitaires spécialistes du climat – dont Martine Rebetez et Julia Steinberger – ainsi que l'association actif-trafiC exprimaient un «non» franc à «l'accession du lobby du pétrole au Conseil fédéral». Leur crainte: de nouveaux retards pour la Suisse, et que l'ancien lobbyiste accède au DETEC.

Thibault Schneeberger, coordinateur romand d'actif-trafiC, explique:

> «Notre appel ne s'attaque pas à la personne de M. Rösti, mais au système bien organisé, par lequel l'industrie du pétrole a sciemment nourri le doute sur le changement climatique, avec l'aide de relais politiques, notamment à l'UDC. Or, M. Rösti n'a pas révélé les sommes qu'il a perçues en tant que président de Swissoil.»

«Les activités économiques qui tirent profit des énergies fossiles ont beaucoup à perdre avec la transition climatique alors que la Suisse et le monde ont tout à gagner», appuie Martine Rebetez. Thomas Stocker et elle estiment que le discours des élus UDC sur le climat s'inscrit dans la stratégie définie par les pétroliers dans les années 1970, lorsque ces derniers étaient bien au courant des éléments scientifiques qui montraient les premiers signes du changement climatique. Malgré ces informations, les pétroliers ont préféré appeler publiquement à l'attentisme.

> «C'est un discours idéologique, opposé aux faits scientifiques, qui vise encore et toujours à semer le doute, tempête la climatologue. Ceux qui portent ce discours peuvent sembler affables dans les médias, et après tout, ils sont payés par les lobbys fossiles pour cela: pour sembler sympathiques, contrairement aux scientifiques qui disent la vérité…»

Et s'il faut parler politique. Si elle n'a rien de scientifique, la rhétorique de l'UDC n'est peut-être même pas un bon calcul électoral, avancent les deux climatologues. «Ce qui me fâche, c'est que cela va à l'encontre des intérêts de la Suisse elle-même, de ceux de toute la population, et notamment des régions de montagne et de l'agriculture, qui commencent à voir concrètement les problèmes auxquels elles vont de plus en plus devoir faire face»», s'agace Martine Rebetez. Thomas Stocker se souvient:

> «L'UDC parfois est allée jusqu'à se présenter comme un "parti vert" du fait de son ancrage agricole. Mais elle ne prend pas suffisamment au sérieux les problèmes climatiques et les défis existentiels auxquels les agriculteurs seront confrontés à cause du changement climatique, entre sécheresse, vagues de chaleur, et érosion des sols du fait des pluies intenses.»